

## Zoom sur ...

[... le rapport de la CNUCED « Commerce et développement : le financement d'un nouvel ordre écologique mondial »](#)

Alors que **la lutte contre le réchauffement climatique était au cœur des débats de la 74<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations Unies** organisée du 24 au 30 septembre 2019 au siège de l'ONU à New-York ([voir notre zoom sur le sujet](#)), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié le 25 septembre un rapport sur le « financement d'un nouvel ordre écologique mondial » qui formule des recommandations **pour le financement de la transition écologique et des objectifs du développement durable**.

❖ **ODD et maîtrise des finances publiques des pays en développement**

Afin d'apporter les investissements nécessaires pour atteindre 4 objectifs du développement durables sur 17, le rapport de la CNUCED estime que l'encours de la dette publique totale rapportée au PIB nominal de 30 pays échantillonnés<sup>1</sup> devrait augmenter de 47% en moyenne aujourd'hui à 184,7% d'ici 2030. **Pour les pays africains de l'échantillon, ce taux atteindrait même 286% en 2030**. Autrement dit, **les Etats auraient besoin de ressources supplémentaires à hauteur de 11,9% de leur PIB chaque année en moyenne** – 22% pour les pays africains – jusqu'en 2030 pour maintenir leur endettement à un niveau stable. La maîtrise des finances publiques apparaît donc comme un défi majeur des pays en développement, à l'instar des pays d'Afrique de l'Ouest – dont **4 d'entre eux sont considérés par le FMI comme présentant un risque élevé de surendettement** (le Cap-Vert, le Ghana, la Sierra Leone et le Togo).

Considérant les options de financement pour combler cet écart tout en évitant l'augmentation de la dette des Etats, le rapport estime que **la situation exige un recours massif à l'aide financière internationale**, en raison notamment de **la faiblesse des capacités des pays en matière de recouvrement de l'impôt**. La CNUCED préconise ainsi **la recapitalisation des banques publiques**, la mise en place d'un **programme mondial de prêts d'aide publique au développement sans limite sur les droits de tirage spéciaux des Etats**, et le **renforcement de l'intégration financière et monétaire régionale pour favoriser la dette intérieure**. Les mesures de création de crédits pour des activités

écologiques et les émissions d'obligations vertes sont encouragées.

❖ **Renforcement de la pression fiscale**

Le rapport insiste sur la nécessité d'augmenter le taux de pression fiscale dans les pays en développement, **en luttant par exemple contre l'évasion fiscale des multinationales**, qui les priveraient de 49 à 194 Mds USD de recettes par an selon les études, et **en taxant l'économie digitale, notamment les transactions numériques, plus efficacement**. La gestion des mouvements de capitaux pourrait ainsi assurer une manne supplémentaire de 680 Mds USD par an.

La sous-mobilisation des recettes est un enjeu majeur **des pays d'Afrique de l'Ouest, qui se sont fixés comme objectif communautaire la cible de 20% du PIB – sans qu'aucun pays ne l'ait atteint en 2018**. Comme l'évoquait [une récente étude de la Banque mondiale sur la fiscalité en Afrique de l'Ouest](#), plusieurs freins persistent, comme la prépondérance du secteur informel, la complexité des codes des impôts ou encore l'octroi excessif d'exonérations (dans le droit commun, les codes des investissements, les conventions d'État, etc.). Dans ce contexte, **les pays d'Afrique de l'Ouest peinent à définir un cadre réglementaire optimal qui n'entrave pas le développement du secteur privé**. En juin dernier, la multinationale Orange a par exemple quitté le marché nigérien, où elle opérait depuis 2008, à la suite du contentieux l'opposant aux autorités fiscales. En septembre, l'entreprise américaine SL Mining a suspendu ses activités en Sierra Leone pour des raisons similaires.

Pays	Encours de la dette publique totale rapportée au PIB nominal		Taux de pression fiscale en 2018
	2011	2018	
Bénin	29,9%	56,6%	14,1%
Burkina Faso	27,6%	42,9%	17,2%
Cap-Vert	78,8%	127,7%	21,9%
Côte d'Ivoire	69,2%	52,2%	16,2%
Gambie	49,7%	83,2%	10,4%
Guinée	58,1%	38,7%	12,5%
Guinée-Bissau	45,8%	56,1%	9,3%
Libéria	19,3%	40,5%	11,5%
Mali	24%	36,6%	11,8%
Mauritanie	52,1%	83,9%	20,8%
Niger	25,9%	55,1%	15,2%
Sénégal	32,7%	64,4%	15,2%
Sierra Leone	44,8%	71,3%	11,8%
Togo	47,3%	74,6%	18,4%

Source : FMI, données 2019. Pour rappel, les critères de convergence de la CEDEAO fixent à **70%** du PIB le seuil maximum de l'encours de la dette publique et à **20%** le seuil minimum du taux de pression fiscale. Bien que ne faisant pas partie de la CEDEAO, la Mauritanie a été surlignée.

<sup>1</sup> Echantillon de 30 pays considérés par les institutions internationales comme des pays à faible revenu ou revenu intermédiaire.

## ACTUALITE REGIONALE

---

### **Tenue de la 5<sup>ème</sup> édition du forum sur le financement du développement du groupe Banque mondiale à Abidjan**

Du 1<sup>er</sup> au 2 octobre, la ville d'Abidjan a accueilli [le 5<sup>ème</sup> forum sur le financement du développement du groupe Banque mondiale](#). Le forum a réuni des représentants des secteurs public et privé d'Afrique de l'Ouest autour de 3 thèmes : (i) Agro-industrie : sécurité alimentaire et compétitivité du secteur agroalimentaire, (ii) Transport : mobilité urbaine et couloirs logistiques régionaux en Afrique de l'Ouest, (iii) Infrastructure numérique en Afrique l'Ouest : promouvoir la concurrence et le développement du secteur privé. Dans son allocution d'ouverture officielle, le Président Ouattara a souligné les quatre priorités des pays africains : (i) accélérer la mobilisation des ressources internes et donc le recouvrement des impôts, (ii) améliorer le climat des affaires pour attirer les investissements privés domestiques et étrangers, (iii) développer un secteur financier solide et diversifié, et enfin, (iv) mobiliser les capitaux institutionnels (via les fonds de pension et souverains). Le Président ivoirien est également revenu sur l'ampleur de la menace terroriste qui demeure une préoccupation majeure dans certains Etats, qui peuvent mobiliser jusqu'à 30% de leur budget pour la lutte contre le terrorisme. M. Ouattara a saisi cette occasion pour revenir sur l'engagement récent de la CEDEAO - élargie à la Mauritanie et au Tchad – à adopter un plan d'action pour la période 2020-2024 d'un 1 Md USD pour la lutte contre le jihadisme.

### **Mise en œuvre de l'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA**

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a organisé du 30 septembre au 3 octobre 2019 [une concertation régionale dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA](#), à son siège à Dakar. Près de 90 représentants de la BCEAO, des Etats, des banques et des systèmes financiers décentralisés, des autorités de régulation des télécommunications, des établissements de monnaie électronique et du Groupement interbancaire monétique de l'UEMOA étaient réunis afin de valider le plan de déploiement de la plateforme régionale interopérable et d'adopter une feuille de route spécifique à chaque acteur. Pour rappel, ce projet entend apporter aux populations de l'UEMOA des services de transactions numériques de proximité transnationaux à coût abordable d'ici juin 2020 et devrait ainsi renforcer l'inclusion financière au sein de l'Union. D'un coût total de 9,6 M USD, il bénéficie de l'appui de la Banque africaine de développement et de la Fondation Bill & Melinda Gates, également représentés à cet événement.

### **Air Côte d'Ivoire desservira à nouveau la Sierra Leone**

Suspendue depuis janvier 2018 en raison d'une poursuite intentée par un passager contre Air Côte d'Ivoire, la ligne Abidjan-Freetown a rouvert le 1<sup>er</sup> octobre 2019, à raison de cinq vols hebdomadaires. Cette réouverture avait été annoncée par le Président ivoirien à l'occasion de la visite de son homologue sierra-léonais en mai dernier.

## BENIN

---

### **La Banque africaine de développement prête 61 M EUR au Bénin pour le Programme d'assainissement pluvial de Cotonou**

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé le 26 septembre 2019 à Abidjan, [un prêt de 61 M EUR pour la mise en œuvre du Projet d'appui au programme d'assainissement pluvial de Cotonou \(PAPC\)](#). La phase d'exécution du programme est prévue sur une durée de 6 ans et doit bénéficier à une population estimée à plus de 785 000 habitants. Ce projet consiste, notamment, en l'aménagement d'un bassin de rétention d'un volume de 220 500 m<sup>3</sup>, la construction de 5,4 km de collecteurs et caniveaux et le pavage d'environ 20 km de chaussée. Le financement de la BAfD s'intègre dans un ensemble plus large aux côtés de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement.

## **La Banque ouest-africaine de développement finance 15,2 M EUR supplémentaire pour le programme des 20 000 logements sociaux**

Le ministre de l'Economie et des Finances togolais, Romuald Wadagni a signé le 27 septembre 2019 à Cotonou avec Christian Adovèlandé, Président de la banque ouest africaine de développement (BOAD), une convention de prêt de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) qui porte ainsi à 50 Mds FCFA (76,1 M EUR) [la contribution de la BOAD au programme de 20 000 logements sociaux dans la commune d'Abomey-Calavi](#). Ce programme, dont la réalisation est confiée à la Société Immobilière et d'Aménagement Urbain (SIImAU), bénéficie également du soutien de la Banque islamique de développement (BID) à hauteur de 40 Mds FCFA (60,9 M EUR).

## **BURKINA FASO**

---

### **Deux prêts de la BOAD pour un montant global de 25 Mds FCFA**

Le 26 septembre 2019, Christian Adovelande, Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et Lissané Kaboré, ministre de l'Economie, des finances et du développement du Burkina Faso, [ont procédé à la signature de deux accords de prêt pour un montant global de 25 Mds FCFA \(38,1 M EUR\)](#) : le financement de la deuxième phase du Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) pour 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) et la mise en place d'un prêt de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) pour promouvoir la finance inclusive. Ce dernier projet « Promotion de la finance inclusive pour l'accès des populations à faibles revenus aux services financiers au Burkina Faso » (PPFIB) a pour objet de favoriser l'accès au microcrédit à 1 032 000 bénéficiaires au terme de son déploiement, à travers notamment les Systèmes financiers décentralisés (SFD).

### **Adoption d'un Compte Unique du Trésor**

[Le Conseil des ministres du 2 octobre 2019](#) a adopté un décret sur la création du Compte unique du trésor (CUT), conformément aux directives communautaires en matière de trésorerie publique. Cette réforme, qui bénéficie de l'appui technique d'Afritac Ouest, devrait permettre aux autorités d'avoir une information exhaustive et en temps utile sur les avoirs liquides de l'Etat. A l'instar du modèle qui se développe dans les autres pays de l'UEMOA, le CUT de l'Etat burkinabé devrait être ouvert dans les livres de la BCEAO.

### **La Bank of China Limited Shenzhen Branch finance 2001 km de fibre optique**

[Le Conseil des ministres du 2 octobre 2019](#) a adopté une ordonnance autorisant la ratification de la convention de crédit signée en juin dernier entre le Burkina Faso et la Bank of China Limited Shenzhen Branch pour le financement de la phase I du [Projet Backbone national des télécommunications](#) (PBNT). Ce financement permettra la construction de 2001 km de fibre optique au Burkina Faso et facilitera l'interconnexion de 45 provinces du pays. Ces annonces interviennent après le rétablissement officiel, depuis mai 2018, des relations diplomatiques entre la Chine et le Burkina Faso. Un accord-cadre de coopération 2018-2020 avait par la suite été signé entre les deux pays le 1<sup>er</sup> septembre 2018, à Beijing.

## **CAP-VERT**

---

### **Le Cap-Vert envisage de détenir des réserves de change en Renminbi et en or**

Le Gouverneur de la Banque centrale du Cap-Vert (BCV) a déclaré que [le pays étudiait la possibilité de disposer de réserves de change nettes en Renminbi et en or](#), en plus de l'euro et du dollar. Selon la BCV, au 30 août, les réserves nettes de change du Cap-Vert s'élevaient à 623 M EUR, dont 68% en euros et 32% en dollars, soit 5,4 mois d'importations. Pour rappel, l'escudo cap-verdien est arrimé à parité fixe depuis juillet 1998 à la monnaie du Portugal (l'escudo portugais jusqu'en 1999, l'euro depuis cette date), au taux de change de 110,265 escudos pour un euro.

## **Hausse de 6,2% du PIB au deuxième trimestre 2019 en g.a.**

Selon l'Institut national des statistiques du pays (INE), [le PIB a enregistré une hausse de +6,2% en glissement annuel](#), tirée par la consommation privée (+2,9% en g.a.), après +5,3% au premier trimestre 2019. La consommation publique a baissé de -14,2% sur la même période. L'investissement a augmenté de +0,5% au deuxième trimestre, après une baisse de -11,4% au premier trimestre. Les exportations de biens et services ont cru de +8,5% en g.a. au deuxième trimestre, tandis que les importations ont diminué de -4%. En g.a., la valeur ajoutée des différents secteurs a augmenté de la façon suivante : secteur agricole +6,4%, soit une contribution de 0,3 pp à la croissance du PIB ; industrie manufacturière +7,7% (0,5 pp) ; construction +6,6% (1,1 pp) ; transports +13,1% (0,8 pp) ; commerce +10% (0,8 pp) ; hôtellerie et restauration +3,5% (1,9 pp). Pour rappel, le FMI table sur une croissance de 5% du PIB en 2019.

## **COTE D'IVOIRE**

---

### **Les services du FMI concluent leur visite en Côte d'Ivoire avec un accord sur l'extension d'un an du programme triennal**

Les services de l'institution internationale, qui se sont rendus en Côte d'Ivoire du 18 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, ont conclu leur visite en indiquant être parvenus à un [accord avec les autorités ivoiriennes sur la sixième revue et sur une extension d'un an du programme économique et financier triennal](#) dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC), sous réserve de l'approbation du conseil d'administration du FMI – qui se prononcera en décembre. Tous les critères de performance et tous les objectifs indicatifs fixés par les programmes pour la fin juin 2019 ont été atteints. Selon les conclusions de la mission, l'économie ivoirienne fait preuve d'une solide résilience malgré la détérioration de l'environnement extérieur (tensions commerciales internationales, dégradation de la sécurité au Sahel, remontée des cours du pétrole...). De bons résultats économiques sont ainsi attendus en 2019 et 2020, avec une croissance du PIB prévue à 7,5% et 7,2% au cours des deux prochaines années. Par ailleurs, le déficit budgétaire devrait s'établir à 3% du PIB en 2019 et 2020 et l'inflation ne devrait pas dépasser 3%, conformément aux objectifs communautaires de l'UEMOA. Pour rappel, la croissance économique ivoirienne est placée depuis 2012 sur un sentier de croissance soutenue – de l'ordre de 8% par an en moyenne – et a atteint 7,4% en 2018.

### **Adoption du projet de budget 2020 en hausse de près de 10% par rapport au budget 2019, à 12,3 Mds EUR**

[Le gouvernement ivoirien vient d'adopter un projet de loi de finances pour l'année 2020](#). La structuration de ce projet consacre le basculement effectif de la Côte d'Ivoire en mode budget-programme, pour ainsi se conformer aux directives de l'UEMOA relatives à la réforme et l'harmonisation de la gestion des finances publiques. Le projet de budget 2020 est structuré en 35 dotations (crédits non répartis en programmes) et 149 programmes budgétaires portés par les ministères et institutions de la République. Selon les chiffres du gouvernement, le budget global (y compris les charges de trésorerie) s'établit à 8 061 Mds FCFA (12,3 Mds EUR), soit une hausse de 9,9% par rapport au budget de l'exercice 2019. Les recettes budgétaires (ressources propres et dons) s'élèvent à 4379,5 Mds FCFA (6,7 Mds EUR), contre 5 807,2 Mds FCFA (8,9 Mds EUR) pour les dépenses budgétaires (dépenses hors charges de trésoreries). La cible de déficit est fixée à 3% du PIB, conformément au critère de convergence de l'UEMOA.

### **Généralisation de la Couverture maladie universelle (CMU) depuis le 1<sup>er</sup> octobre**

[Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, le gouvernement a lancé la généralisation de la CMU](#), après la phase expérimentale qui était en cours depuis avril 2017 et qui a visé une population d'environ 150 000 étudiants des établissements d'enseignement supérieur public et privé d'Abidjan, Yamoussoukro, Bouaké, Daloa et Korhogo. Pour le démarrage de la généralisation, 729 établissements de santé publics et semi publics ont été retenus pour constituer le réseau de soins initial. La mise en œuvre de la CMU s'inscrit dans le cadre du 1<sup>er</sup> axe stratégique du programme social du gouvernement 2018-2020, qui vise notamment à fournir aux populations des services de santé de proximité et à améliorer la protection sociale par la construction

d'infrastructures sanitaires, par la réduction des frais de soins de santé, par l'amélioration de la disponibilité des médicaments, par des vaccins et autres intrants et par la réduction de la malnutrition. Le système propose deux régimes : contributif et non contributif. Le premier régime, qui est celui de « base », propose un package minimum de soins offerts à toute la population à raison d'une contribution mensuelle de 1000 FCFA par assuré. Le régime non contributif concerne les personnes en situation d'indigence pour qui l'Etat va injecter près de 75 M EUR dans les caisses de la CMU (Caisse nationale d'assurance maladie - CNAM).

### **Visite du Président Ouattara dans la région du N'Zi**

[En visite officielle 25 au 29 septembre dans la région du N'Zi](#), située au centre-est du pays, le Président ivoirien a procédé à l'inauguration du nouveau commissariat de police à Bocanda, assisté à la mise sous tension de plusieurs quartiers de la ville et annoncé la poursuite de la mise en œuvre de différents projets d'infrastructures comme le bitumage de l'axe Kouassi-Kouassikro-Bocanda, prévu avant la fin de l'année 2019, ainsi que la construction de collèges de proximité et de centres de santé. Le Conseil des ministres du 25 septembre avait exceptionnellement été délocalisé à Dimbokro pour l'occasion. En marge de cette visite, une donation de 500 M FCFA (762,8 K EUR) a été annoncée par la Première Dame pour le Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI), ainsi qu'un financement de 13 M FCFA (19,8 K EUR) pour les équipements médicaux du centre de santé de Dimbokro. Pour rappel, le N'Zi est une région de Côte d'Ivoire reculée et pauvre en infrastructures, qui avait durement subi la fermeture de l'usine ivoirienne de filature UTEXI en 2017. Cette visite intervient à un an de l'élection présidentielle, dans un territoire majoritairement acquis au PDCI (Parti démocratique de Côte d'Ivoire) – le principal parti d'opposition au pouvoir en place.

### **Prêt de 133 M EUR de la Banque mondiale pour l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu urbain**

[Le Conseil de Ministres a procédé à l'adoption d'un décret de ratification d'un accord de prêt d'un montant de 87,8 Mds FCFA \(133,8 M EUR\)](#) conclu avec l'Association internationale de développement (IDA), branche de la Banque mondiale, en vue d'un financement additionnel du [projet de renforcement de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu urbain \(PREMU\)](#). Ce volet additionnel du PREMU devrait permettre à 1,2 M de personnes dans 12 villes secondaires de Côte d'Ivoire d'avoir accès à des services améliorés d'eau potable et à 90 000 élèves d'avoir accès à l'assainissement et à l'hygiène dans leurs écoles.

### **Le groupe Orange lève 70 Mds FCFA (107 M EUR) pour le déploiement de la fibre optique**

Le 26 septembre, la filiale du groupe français Orange Côte d'Ivoire a conclu un accord avec un consortium de 5 banques, conduit par la BICICI (groupe BNP Paribas), [pour une levée de fonds de 70 Mds FCFA](#) (107 M EUR) destinée au financement de l'installation de la fibre optique sur le territoire ivoirien. Cette convention de crédit renouvelable et d'une maturité de 5 ans s'inscrit dans la lignée des investissements annoncés en juin par le directeur général d'Orange, Mamadou Bamba, qui prévoit la mobilisation de 180 Mds FCFA (275 M EUR) d'ici 2020 dans le but d'améliorer la qualité des services internet du groupe, notamment sa couverture 4G. Le 1<sup>er</sup> octobre, le groupe a ensuite procédé à Grand Bassam au [lancement officiel de l'installation du nouveau câble sous-marin d'accès au haut débit Main One en Côte d'Ivoire](#), qui relie actuellement le Portugal au Nigéria et qui devrait s'étendre à terme à l'Afrique du Sud, sur une distance totale de 14 000 km. Cette installation fait suite à la signature d'un accord entre le groupe français et la société MainOne (groupe nigérian [Stanbic IBTC Bank](#)) pour le rattachement au câble de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal. Pour rappel, Orange est le leader de la téléphonie en Côte d'Ivoire avec plus de 14 millions d'abonnés mobile, [selon les derniers chiffres de l'Autorité de régulation des télécommunications de Côte d'Ivoire](#) (ARTCI). L'entreprise a déjà réalisé 117,8 Mds FCFA (179,7 M EUR) de chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2019 – soit plus de 50 % des parts des marchés de la téléphonie fixe et mobile et de l'internet fixe –, et ses revenus devraient progresser de +2% en 2019 en g.a. selon son directeur général.

### **Le prix d'achat du cacao aux producteurs fixé à 825 FCFA pour la nouvelle campagne cacaoyère**

Comme chaque année, à l'occasion du lancement de la campagne cacaoyère qui débute le 1<sup>er</sup> octobre, [le Conseil du Café et du Cacao organise les journées nationales du cacao et du chocolat](#) dont le moment fort

est l'annonce du prix d'achat des fèves de cacao en « bord de champ ». Ces journées, organisées du 30 septembre au 2 octobre 2019 à Abidjan, étaient cette année placées sous la thématique du revenu décent pour les producteurs. Le conseil du Café et du cacao a annoncé que le prix d'achat garanti aux producteurs serait de 825 FCFA pour la campagne 2019/2020 contre 750 FCFA lors de la campagne précédente, prenant en compte les bonnes ventes par anticipation déjà réalisées mais aussi le solde du cacao à vendre. Cette fixation du prix intervient alors que la Côte d'Ivoire et le Ghana ont décidé d'établir un mécanisme commun de vente de leur cacao, dont le seuil minimum est fixé à 2 600 USD la tonne. Dans ce contexte, les portes paroles des planteurs ivoiriens espéraient un prix de 1 000 FCFA le kilo.

### **Exore Resources élargit son permis d'exploration aurifère**

[La compagnie australienne Exore Resources a conclu un accord de coentreprise avec la société ivoirienne Smart Mineral Exploration](#) pour acquérir une participation de 80% dans un permis d'exploration aurifère couvrant 380 km<sup>2</sup>, au nord de la Côte d'Ivoire. Elle s'engage ainsi à verser 1 M USD à Smart Mineral Exploration sur 3 ans, avec une dépense minimale de 0,2 M USD la première année. Pour rappel, la Côte d'Ivoire a extrait 40,9 tonnes d'or en 2018 et en a exporté à hauteur de 444 Mds FCFA (675,8 M EUR), soit 7% de ses exportations totales.

### **Hausse de l'activité touristique en Côte d'Ivoire**

A l'occasion de la journée mondiale du tourisme, [le ministre du Tourisme Siandou Fofana a annoncé une hausse du poids du secteur touristique dans le PIB du pays](#) de 5,9% en 2017 à 6,3% en 2018. En 2018, la Côte d'Ivoire a en effet accueilli plus de 4 millions de touristes, contre un flux touristique estimé à 3,5 millions en 2017. Pour rappel, le gouvernement ivoirien ambitionne d'être parmi le Top 5 des destinations africaines avec la création de 375 000 nouveaux emplois d'ici 2025, grâce sa stratégie « [Sublime Côte d'Ivoire](#) » adoptée en 2018 et dont les besoins en financement sont chiffrés à 3 200 Mds FCFA (4,9 Mds EUR).

### **Retail Holding rachète les parts d'Amethis dans le capital de la Compagnie de Distribution de Côte d'Ivoire (CDCI)**

[Retail Holding \(actionnaire majoritaire de Label'Vie, le numéro deux de la distribution marocaine, et détenteur des franchises Carrefour, Burger King et Kiabi au Maroc\), vient de racheter les 25% de parts détenus par le fonds d'investissement Amethis dans le capital de la CDCI](#), numéro deux ivoirien de la distribution alimentaire. Cette acquisition fait du Marocain le nouvel actionnaire majoritaire de la CDCI. L'homme d'affaires libanais Yasser Ezzedine, fondateur de la CDCI, restera son principal partenaire avec ses 40% de parts. Le montant des opérations n'a pas été communiqué. Pour rappel, avec un réseau d'environ 150 magasins en Côte d'Ivoire, la CDCI est présente sur le segment grossiste (CDCI Gros) et détaillant (King Cash et CDCI Demi-Gros).

## **GAMBIE**

---

### **La Gambie adopte un nouveau modèle de licence pétrolière et attribue une licence à BP**

[Un nouveau modèle de licence d'exploration, de développement et de production pétrolière conforme aux normes internationales a été adopté](#) par la Gambie. Les licences de l'entreprise australienne FAR Ltd et de la compagnie malaisienne Petronas, signées en 2012 et révisées selon ce nouveau modèle, attribuent désormais 50% des parts des blocs A2 et A5 à chaque entreprise – soit une prise de participation supplémentaire de 10% pour FAR Ltd, suite à un arrangement entre les deux groupes. En outre, le gouvernement gambien a attribué aux partenaires du site une nouvelle période d'exploration de trois ans. Il recevra un bonus de 4,5 M USD pour ces deux licences et se réserve le droit de monter sa participation à 15%. Le gouvernement a également attribué une licence de prospection et de production à la société britannique BP pour le bloc A1, dans lequel le gouvernement détient une participation de 10% via la Gambia National Petroleum Corporation (GNPC).

## GUINEE

---

### **La Banque mondiale finance un projet de gouvernance locale**

Le ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation a lancé, le 27 septembre 2019, [un projet d'appui à la gouvernance locale \(PAGL\)](#) financé par la Banque mondiale à hauteur de 40 M USD. Il a pour but d'améliorer la capacité des collectivités locales dans la gestion budgétaire. Selon le ministre du Budget, ce projet va contribuer au renforcement des réformes institutionnelles en matière budgétaire, marquées d'une part par la création en 2016 du Fonds national de développement local (FNDL) et d'autre part par l'opérationnalisation de l'Agence nationale de financement des collectivités locales (ANAFIC). Pour mémoire, les autorités se sont engagées dans un processus de décentralisation qui a marqué une très nette accélération en 2017, avec notamment l'adoption d'une loi portant le Code révisé des collectivités locales consacrant la libre administration des collectivités locales et (ii) la création de de l'Agence nationale de financement des collectivités locales (ANAFIC) qui a désormais la gestion FNDL (Fonds national de développement local (FNDL). Dans le cadre du projet de loi de finances 2019, les autorités ont même inscrit un budget d'affectation spéciale qui concerne le fonds national de développement local. Le gouvernement prévoit que 15% des recettes minières alimentent les budgets locaux.

### **Eiffage va réaliser en BOT le barrage de Fétorè**

Ce barrage hydroélectrique de 40 MW sera réalisé en BOT (« Build Operate and Transfer ») par Eiffage, à Fétorè, dans la préfecture de Pita. [Les études de faisabilité ont été présentées par l'entreprise française le 25 septembre 2019 au cabinet du ministre de l'Energie](#). Ce barrage saisonnier, qui ne pourra fonctionner que 6 mois dans l'année durant la saison des pluies, pourrait être couplé d'une installation solaire pour un fonctionnement permanent. Il devrait rentrer en production en 2025, pour un coût de 84 M EUR. Pour rappel, la Guinée dispose d'un immense potentiel hydroélectrique [estimé à plus de 6000 MW](#) – dont seulement 6 % est exploité – et enregistre un taux d'électrification inférieur à 20%. Par ailleurs, la mise en service d'un autre barrage – celui de Souapiti, d'une capacité de 450 MW et dont les travaux ont commencé en 2016 – est prévue pour septembre 2020.

## GUINEE-BISSAU

---

### **Les services du FMI concluent leur visite en Guinée-Bissau**

A la demande des autorités bissau-guinéennes, [une mission du FMI s'est rendue à Bissau du 18 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2019](#) pour effectuer un diagnostic préliminaire sur les faiblesses de la gouvernance fiscale, de la régulation des marchés et des politiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et la corruption. Les services ont conclu leur mission en préconisant l'élaboration d'une stratégie nationale globale de lutte contre la corruption et se sont dit prêts à accompagner les autorités dans l'élaboration de cette stratégie.

## LIBERIA

---

### **Adoption du projet de budget de l'Etat à 526 M USD pour l'exercice 2019/2020**

La Chambre des représentants a voté le 1<sup>er</sup> octobre 2019 [la ratification du budget national pour l'exercice 2019/2020](#), fixant son montant total à 110,5 Mds LD (526 M USD) – soit près de 7 M USD de moins que la proposition de budget présentée par le ministre des Finances Samuel D. Tweah, le 28 juin dernier, avec deux mois de retard sur le calendrier d'adoption de la loi de finances. Le budget 2019/2020 est en baisse de 37 M USD par rapport à l'année fiscale précédente. Il prévoit notamment des réductions salariales importantes pour les fonctionnaires d'Etat (membres de la Chambre des représentants, sénateurs et juges de la Cour Suprême inclus). Pour rappel, la loi de finances du Libéria couvre l'année fiscale s'étendant de juillet 2019 à juin 2020. Des discussions sont en cours avec le FMI pour l'octroi d'un possible soutien financier dans le cadre d'une Facilité élargie de crédit, alors que les prévisions de croissance du PIB pour 2019 ont été amputées de 4 points de pourcentage par rapport aux prévisions initiales pour atteindre 0,4%, après 1,2% en 2018.

## MALI

---

### **Le fonds d'investissement Moringa prend une participation de 46% dans la Société des boissons et eaux minérales au Mali (SOBEMA)**

Le fonds d'investissement à impact du groupe financier franco-suisse Edmond de Rotchschild, Moringa SCA SICAR – dédié aux projets d'agroforesteries en Afrique subsaharienne et en Amérique latine –, [a pris une participation de 46% dans la Société des boissons et eaux minérales au Mali \(SOBEMA\)](#), qui commercialise des boissons à base d'ingrédients d'origine locale aux marchés d'Afrique de l'Ouest. Il s'agit du 10<sup>ème</sup> investissement de Moringa depuis son lancement en 2013 et de son 5<sup>ème</sup> en Afrique de l'Ouest. La SOBEMA aura ainsi accès aux installations de traitement de la société ComaFruits, également au portefeuille du fonds depuis janvier dernier, qui produit de la purée de mangues biologiques au Mali. Grâce à cet investissement, la SOBEMA entend apporter un soutien technique et financier à ses agriculteurs partenaires afin de les accompagner dans un processus de diversification de leurs cultures, qui permettra à la société d'étendre sa gamme de boisson. A terme, la société pourrait viser l'export vers le marché européen. Les termes de cette transaction, accompagnée par le cabinet français Okan en tant que conseiller financier, n'ont pas été dévoilés.

## MAURITANIE

---

### **27 M EUR de l'Union européenne et l'Espagne pour la formation des pêcheurs**

L'Union européenne et l'Agence espagnole pour la coopération internationale, en collaboration avec le ministère de la Pêche, [ont lancé le 30 septembre à Nouadhibou un programme pour la formation de la main d'œuvre travaillant dans le secteur de la pêche artisanale et côtière](#). Ce programme d'une enveloppe de 27,5 M EUR, est destiné à renforcer le processus de production, à sensibiliser les acteurs du secteur à la pêche responsable et à créer des opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes. Pour rappel, la pêche représente environ 2% du PIB du pays et plus de 40% des exportations.

### **Mise en ligne d'une nouvelle plateforme de données macroéconomiques de la Banque Centrale Mauritanienne**

La Banque Centrale de Mauritanie (BCM), vient de mettre en ligne la page nationale récapitulative de données (PNRD) sur le portail local de la Plateforme Open-Data (ODP). La page est hébergée sur [le site de la BCM](#), et sert de support de publication unique pour les données macroéconomiques du pays. Elle est aussi accessible sur la plateforme du Fonds monétaire international [IMF's Dissemination Standards Bulletin Board](#).

### **Début des travaux d'extension du port de Nouakchott**

Arise Mauritanie, filiale de la joint-venture entre le fonds d'investissement français Meridiam et la compagnie singapourienne Olam, [vient de lancer sur le port de Nouakchott](#), les travaux du nouveau terminal à conteneurs, d'une capacité de 250 000 EVP. Le projet prévoit la construction d'un nouveau quai et d'une zone de stockage de 25 000 m<sup>2</sup>. A noter que la gestion des travaux est confiée au groupe d'ingénierie français EGIS. Le coût total du projet est estimé à 310 M USD, pour une durée d'un an. A terme, le nouveau terminal pourrait accueillir deux navires de classe Panamax. Ce projet, qui doit être inauguré en décembre 2020, est le premier contrat de partenariat public-privé (PPP) dans le pays obtenu par Arise, qui exploitera ensuite la nouvelle concession portuaire pour une durée de trente ans.

### **Signature d'un accord relatif au transport aérien avec l'Arabie Saoudite**

Le ministre de l'Équipement et des transports mauritanien et son homologue saoudien ont procédé le 27 septembre 2019 à [la signature d'un accord visant à renforcer la fluidité du transport des personnes et des marchandises](#), par voie aérienne, entre les deux pays. Le traité prévoit notamment l'organisation de vols directs réguliers de gros porteurs reliant les aéroports des deux pays, l'intensification des échanges économiques bilatéraux et la facilitation des déplacements des pèlerins vers les lieux saints. En outre, l'accord

offre à la compagnie mauritanienne Mauritanian Airlines la possibilité de signer des contrats de partenariat avec son équivalente saoudienne [Saudia](#).

## NIGER

---

### **Une Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes**

La Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger (SNPEJ) a été adoptée par le gouvernement lors du [Conseil des ministres du 20 septembre 2019](#). Elle cible essentiellement les jeunes Nigériens âgés de 18 ans à 35 ans, en milieu rural et urbain. Sur une période de dix ans (2020 – 2029), cette stratégie s'articule autour de trois axes majeurs : i) le renforcement du dispositif institutionnel et réglementaire en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes ; ii) le renforcement des compétences et capacités des jeunes en entrepreneuriat ; et iii) l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des financements aux jeunes.

### **Une nouvelle société dans le secteur des hydrocarbures**

Une nouvelle société, Sahel Petrolex, vient d'obtenir [l'agrément l'autorisant à faire du commerce international des produits pétroliers du Niger](#). Le Niger, qui produit actuellement 20 000 barils/jour, envisage de multiplier par cinq sa production journalière (110 000 barils) en 2021 et d'augmenter ainsi ses exportations de pétrole brut – qui ont atteint 15,8 M USD en 2018. Le pipeline Niger-Bénin, dont les travaux ont démarré le 17 septembre 2019 à Agadem, devrait contribuer à atteindre cet objectif.

### **Niamey accueille une conférence internationale sur la démocratie en Afrique**

La capitale du Niger, Niamey abrite actuellement une conférence internationale sur le constitutionalisme et la consolidation de la démocratie en Afrique. L'initiative revient au National Democratic Institute (NDI), un think tank américain, en partenariat avec Africa Forum, Osiwa et la Fondation Koffi Anan. Le directeur régional du NDI, le camerounais Christopher Fomunyoh, a été, à cet effet, [reçu en audience le 1<sup>er</sup> octobre par le Président Issoufou Mahamadou](#).

## SENEGAL

---

### **La Revue annuelle conjointe des politiques économiques et sociales publiée**

Le ministère de l'Economie, du plan et de la coopération a présenté, le 30 octobre, [la Revue annuelle conjointe \(RAC\) sur la mise en œuvre des politiques économiques et sociales de l'année 2018](#). Cet exercice de revue vise à partager les résultats obtenus l'année précédente et à réorienter les actions gouvernementales dans la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE). D'après ce document, l'encours de la dette publique totale a atteint 7 137,4 Mds FCFA (11 Mds EUR) en 2018, soit un ratio de 54,7% du PIB, en dessous du plafond de 70% du pacte de convergence de l'UEMOA. Au plan budgétaire, les efforts fournis dans le cadre de l'élargissement de l'assiette auraient permis de porter les recettes à 2 425,5 Mds FCFA (4 Mds EUR) en 2018, dont 1 990,4 Mds (3 Mds EUR) de recettes fiscales. S'agissant des dépenses publiques, elles se seraient établies à 2 903,3 Mds (4,4 Mds EUR) en 2018, soit une évolution de 6% par rapport en 2017. Le déficit budgétaire (dons compris) équivaldrait à 3,7% du PIB en 2018, contre 3% en 2017.

### **Phase opérationnelle de la ZLECAf, le Sénégal définit sa stratégie**

Les 54 pays signataires de l'accord de Zone de libre-échange continentale (ZLECAf) entrent dans la phase de formulation de leur stratégie nationale qui vise à relever le défi de la mise en œuvre projetée à juin 2020. Au Sénégal, [les différents acteurs se sont retrouvés le 1<sup>er</sup> octobre au cours d'un atelier](#), présidé par le ministre du Commerce, pour identifier les éléments à prendre en considération dans la formulation de cette stratégie.

### **Lancement de la marque de téléphonie Free pour la première fois en Afrique**

Après avoir racheté l'opérateur local Tigo (propriété de l'entreprise luxembourgeoise de télécommunications Millicom) en 2018 avec deux partenaires (Teylium, créé par le Sénégalais multimillionnaire Yérim Habib Sow, et Axian, propriété de l'homme d'affaires malgache Hassanein Hiridjee), [Xavier Niel renomme la marque et commercialise la bannière Free pour la première fois en Afrique](#). Cette mutation est intervenue le 1<sup>er</sup> octobre

2019, 18 mois après le rachat de Tigo et la mise en œuvre d'un plan d'investissement de 150 M USD permettant d'étendre le réseau de l'opérateur et de déployer la fibre optique. Ainsi, le réseau 4G+ est désormais fonctionnel. Quatre offres offensives ont été présentées lors de ce lancement, dont un premier forfait à 1 000 FCFA par mois (1,52 euro), comprenant trente minutes d'appel, 2 gigaoctets de données et l'utilisation illimitée de WhatsApp. Selon Mamadou Mbengue, directeur général de Free Sénégal, la stratégie de la marque repose sur un tirage significatif des prix vers le bas afin de concurrencer Orange, premier opérateur du pays avec le groupe Sonatel et ses 53 % de part de marché, tant sur le marché de la téléphonie et de l'internet mobile que sur le mobile money. Un service de transactions financières par mobile, nommé Free Money, a ainsi été lancé.

## SIERRA LEONE

---

### **Le groupe turc SALA signe un accord de 275 M USD pour la culture de riz**

Le gouvernement de la Sierra Leone a signé [un accord d'investissement de 275 M USD avec le groupe turc SALA](#) pour un projet de développement de la riziculture à Torma Bum, dans le sud du pays. Le projet prévoit dans un premier temps la culture de 54 000 hectares de terre. Pour rappel, le riz est le premier poste d'importation de la Sierra Leone, qui en a importé à hauteur de 105 M USD en 2018 (soit 9,8% des importations totales). Sa consommation annuelle de riz par habitant (plus de 100 kg) est l'une des plus élevées d'Afrique subsaharienne. La suffisance alimentaire en riz est à l'agenda politique des autorités sierra-léonaises depuis l'Indépendance du pays.

### **Prolongation de la date limite de dépôt de dossiers pour l'octroi de licences pétrolières**

La direction du Pétrole de la Sierra Leone a annoncé la [prolongation de la date limite de dépôt de candidatures](#) pour acquérir les blocs ouverts dans le cadre de son [quatrième cycle de licences pétrolières](#), du 22 novembre 2019 initialement, au 28 février 2020.

## TOGO

---

### **Aménagement de la route nationale Lomé-Aného (frontière du Bénin) et travaux de protection côtière**

[Le chantier de mise en 2x2 voies de la nationale 2 Lomé-Aného et de protection côtière](#) avec la construction de 28 épis sur financement de la Banque africaine de développement a finalement été scindé en deux lots, attribués respectivement i) à la société tunisienne SORUBAT pour 34,3 Mds FCFA TTC (52,3 M EUR) pour un tronçon de 20 km et ses aménagements connexes et ii) à la China Road and Bridge Corporation pour 13,9 Mds FCFA TTC (21,2 M EUR) pour le tronçon de 10 km entre Lomé et Togokomé et la construction des épis côtiers.

### **Réactivation du processus de privatisation de l'UTB et de la BTCI**

Les autorités togolaises ont publié dans « The Economist », le 18 septembre 2019, [l'avis international de préqualification](#) en vue d'établir une liste restreinte d'investisseurs qui seront, dans un second temps, habilités à concourir pour la privatisation des deux banques publiques BTCI et UTB. Les documents de préqualification sont disponibles depuis le 30 septembre et les dossiers devront être déposés par les opérateurs économiques intéressés au plus tard le 22 novembre.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dette publique (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>2</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>3</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH (2018)<sup>4</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>5</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>6</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>2</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>3</sup> Trade Map-2017

<sup>4</sup> PNUD - Classement sur 188 pays

<sup>5</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>6</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque